

To: **Alberta Securities Commission
British Columbia Securities Commission
Manitoba Securities Commission
Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick
Office of the Superintendent of Securities, Digital Government and
Service Newfoundland and Labrador
Office of the Superintendent of Securities, Northwest Territories
Nova Scotia Securities Commission
Office of the Superintendent of Securities, Nunavut
Ontario Securities Commission
Prince Edward Island Office of the Superintendent of Securities
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
Office of the Yukon Superintendent of Securities**

From: **Nicolas Bachand, C. Tr.
Senior Reviser
Direction de la traduction
Autorité des marchés financiers**

Date: **November 11, 2022**

Subject: **Memorandum of Understanding regarding Oversight of the
Canadian Investor Protection Fund (CIPF)**

Translation Certificate

I hereby certify that the enclosed French translation of the following document is, to the best of my knowledge, a true and exact translation of the original English version thereof, received on November 11, 2022.

- **Memorandum of Understanding regarding Oversight of the Canadian Investor Protection Fund (CIPF) / Protocole d'entente sur la surveillance du Fonds canadien de protection des investisseurs (FCPI)**



Nicolas Bachand, C. Tr.

c.c. Jean-Simon Lemieux, Analyste expert aux OAR, Direction de l'encadrement des activités de négociation, Autorité des marchés financiers
Maxime Lévesque, Avocat, Direction des affaires juridiques, Autorité des marchés financiers
Natalie Rheault, trad. a., Directrice de la traduction, Autorité des marchés financiers

PROTOCOLE D'ENTENTE SUR LA SURVEILLANCE DU FONDS CANADIEN DE PROTECTION DES INVESTISSEURS (FCPI) ENTRE

L'ALBERTA SECURITIES COMMISSION
L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
LA BRITISH COLUMBIA SECURITIES COMMISSION
L'OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF SECURITIES DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
LA COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA
LA COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS DU NOUVEAU-BRUNSWICK
LA NOVA SCOTIA SECURITIES COMMISSION
LE BUREAU DU SURINTENDANT DES VALEURS MOBILIÈRES DU NUNAVUT
LA COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO
LA FINANCIAL AND CONSUMER AFFAIRS AUTHORITY OF SASKATCHEWAN
L'OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF SECURITIES, DIGITAL GOVERNMENT AND SERVICE NEWFOUNDLAND AND LABRADOR
LE BUREAU DU SURINTENDANT DES VALEURS MOBILIÈRES DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST
LE BUREAU DU SURINTENDANT DES VALEURS MOBILIÈRES DU YUKON

(individuellement, une « **autorité** » et, collectivement, les « **autorités** » ou les « **parties** »)

Les parties conviennent de ce qui suit :

1. Principes fondamentaux

a. *Approbation et acceptation*

Conformément à la législation en valeurs mobilières applicable, et sous réserve de certaines conditions, les autorités, selon le cas :

- i) ont approuvé le FCPI à titre de fonds d'indemnisation ou de prévoyance;
- ii) jugent le FCPI acceptable à titre de fonds de garantie.

b. Programme de surveillance

Pour vérifier que le FCPI s'acquitte dûment de ses responsabilités de fonds d'indemnisation ou de garantie, les autorités ont élaboré un programme de surveillance (le « **programme de surveillance** ») qui prévoit notamment ce qui suit :

- i) l'examen de l'information déposée par le FCPI, conformément à l'article 4;
- ii) des inspections du FCPI, conformément à l'article 5;
- iii) l'examen et l'approbation applicable des modifications, conformément à l'article 6.

Le programme de surveillance vise à vérifier que le FCPI agit conformément à son mandat et respecte les conditions de l'approbation ou de l'acceptation des autorités.

c. Principes directeurs en matière de surveillance

Les principes directeurs pour la surveillance conjointe du FCPI par les autorités sont les suivants :

- i) Orientations cohérentes – les autorités visent à parler d'une seule voix lorsqu'elles donnent des orientations au FCPI;
- ii) Transparence – chaque autorité fait connaître en temps opportun aux autres autorités les communications importantes qu'elle a échangées avec le FCPI;
- iii) Efficience – chaque autorité s'emploie à exercer sa surveillance de façon efficace tout en tâchant de recourir le moins possible aux ressources des autres autorités et du FCPI.

d. Protocoles d'entente antérieurs

Le présent protocole d'entente remplace celui ayant pris effet le 1^{er} janvier 2021 entre les autorités applicables concernant la surveillance du Fonds canadien de protection des épargnants et de la Corporation de protection des investisseurs de l'ACFM.

2. Définitions

Dans le présent protocole d'entente, on entend par :

« **accord de secteur** » : l'accord de secteur au sens de la décision d'approbation ou de la décision d'acceptation du FCPI;

« **autorité inspectrice** » : toute autorité qui participe à l'inspection du FCPI;

« **conseil** » : le conseil au sens de la décision d'approbation ou de la décision d'acceptation du FCPI;

« **coordonnateurs** » : les deux autorités qui sont désignées à ce titre par consensus de l'ensemble des autorités;

« **décision d'acceptation** » : la décision rendue à l'égard du FCPI par une autorité en vertu de la législation en valeurs mobilières d'une province ou d'un territoire du Canada qui prévoit, le cas échéant, que le courtier doit participer à un fonds de garantie jugé acceptable par l'autorité;

« **décision d'approbation** » : l'approbation du FCPI donnée par une autorité en vertu de la législation en valeurs mobilières d'une province ou d'un territoire du Canada qui prévoit que les courtiers inscrits doivent participer à un fonds d'indemnisation ou de prévoyance approuvé par l'autorité et établi, notamment, par un organisme d'autoréglementation;

« **législation en valeurs mobilières** » : la législation en valeurs mobilières au sens du *Règlement 14-101 sur les définitions*, y compris, s'il y a lieu, la législation sur les contrats à terme sur marchandises;

« **mandat du FCPI** » : le mandat du FCPI au sens de la décision d'approbation ou de la décision d'acceptation du FCPI;

« **membre de l'OAR** » : un membre de l'OAR au sens de la décision d'approbation ou de la décision d'acceptation du FCPI;

« **modification** » : les actes suivants pour lesquels l'approbation préalable des autorités est requise en vertu d'une décision d'approbation ou d'une décision d'acceptation :

- i) toute modification, toute révocation ou tout remplacement des principes de la garantie ou des règlements intérieurs du FCPI;
- ii) tout changement important de l'accord de secteur conclu entre le FCPI et le nouvel organisme d'autoréglementation du Canada;

« **organisme d'autoréglementation (OAR)** » : un organisme d'autoréglementation au sens de la décision d'approbation ou de la décision d'acceptation du FCPI;

« **principes de la garantie** » : les principes de la garantie au sens de la décision d'approbation ou de la décision d'acceptation du FCPI.

3. Dispositions générales

a. *Comité de surveillance*

Les autorités mettent sur pied un comité de surveillance (le « **comité de surveillance** ») qui sert de tribune pour traiter les questions soulevées par la surveillance du FCPI et les propositions formulées à cet égard.

Chacune des autorités désigne, selon les besoins, des représentants pour siéger au comité de surveillance.

Le comité de surveillance remet aux présidents des autorités un rapport annuel écrit comprenant un résumé de toutes les activités de surveillance exercées durant l'année écoulée, lequel sera également publié.

b. *Coordonnateurs*

Les deux autorités désignées à titre de coordonnateurs sont chargées de la coordination, de la communication et de la planification des activités du programme de surveillance entre les autorités, ainsi qu'entre ces dernières et le FCPI. Les coordonnateurs ne peuvent prendre de décision unilatérale ni donner une orientation unilatérale concernant le FCPI.

Le mandat des coordonnateurs a une durée rotative de quatre ans échelonnée entre les deux autorités désignées. Initialement, l'un des deux coordonnateurs est remplacé après deux ans et par la suite, le mandat de chacun dure quatre ans, de sorte qu'un nouveau coordonnateur est désigné tous les deux ans. Cette désignation intervient un an avant la fin du mandat d'un coordonnateur sortant.

c. *Personnes-ressources*

Les coordonnateurs fournissent au FCPI une liste des principales personnes-ressources de chaque territoire à qui il peut adresser les questions soulevées par le présent protocole d'entente ou liées à la surveillance en général.

d. *Réunions sur l'état de la situation*

Les coordonnateurs organisent des conférences téléphoniques tous les semestres et des réunions en personne une fois l'an entre les membres du comité de surveillance et le personnel du FCPI, qui permettent de traiter des questions liées

au programme de surveillance de ce dernier ainsi que d'autres questions présentant un intérêt pour lui et les autorités. Les coordonnateurs tiennent le procès-verbal des réunions et des conférences.

4. Examen de l'information déposée

Toute observation du personnel des autorités au sujet de l'information déposée par le FCPI est envoyée aux coordonnateurs, avec copie au personnel des autres autorités. Les coordonnateurs demandent au FCPI de répondre aux observations formulées par les autorités et de transmettre également ces réponses au personnel des autres autorités.

5. Inspection

Les autorités ont établi une procédure d'inspection périodique des fonctions du FCPI, comme il est prévu à l'Annexe A.

6. Examen et approbation applicable des modifications

Les autorités ont conclu un protocole, prévu à l'Annexe B du présent protocole d'entente, établissant des procédures uniformes d'examen et d'approbation applicable des projets de modification, ou de non-opposition à ceux-ci.

7. Confidentialité

Tout avis, rapport ou document et toute autre information ou donnée qui ont été échangés entre les autorités en vertu du présent protocole d'entente le sont exclusivement aux fins réglementaires de ces dernières, et il est attendu qu'ils seront échangés et conservés de manière confidentielle, sauf disposition contraire des lois applicables.

8. Pouvoirs

Aucune disposition du présent protocole d'entente ne vise à limiter les pouvoirs conférés aux autorités par la législation en valeurs mobilières applicable.

9. Annexes

Le présent protocole d'entente fait foi de l'engagement des autorités envers une approche coordonnée et concertée dans l'exécution du programme de surveillance, et les annexes font partie intégrante de cet engagement.

10. Modification, résiliation et retrait du protocole d'entente

Le présent protocole d'entente peut être modifié avec le consentement unanime des autorités. Toute modification doit être consignée par écrit et approuvée par les

représentants dûment autorisés de chaque autorité conformément à la législation applicable de chaque province ou territoire.

Le présent protocole d'entente peut être résilié si les autorités en conviennent unanimement.

Chaque autorité peut se retirer du présent protocole d'entente en tout temps, moyennant un préavis écrit d'au moins 90 jours aux coordonnateurs et à chaque autorité.

11. Date de prise d'effet

Le présent protocole d'entente prend effet le 1^{er} janvier 2023.

EN FOI DE QUOI les signataires dûment autorisés des parties ci-dessous ont signé le présent protocole d'entente à la date de prise d'effet indiquée ci-dessus.

ALBERTA SECURITIES COMMISSION

Par : _____

Titre : _____

BRITISH COLUMBIA SECURITIES COMMISSION

Par : _____

Titre : _____

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

Par : _____

Titre : _____

NOVA SCOTIA SECURITIES COMMISSION

Par : _____

Titre : _____

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO

Par : _____

Titre : _____

MINISTER FOR INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS, TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR, OU SON REPRÉSENTANT

Par : _____

Titre : _____

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Par : _____
Louis Morisset

Titre : Président-directeur général

OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF SECURITIES, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Par : _____

Titre : _____

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Par : _____

Titre : _____

BUREAU DU SURINTENDANT DES VALEURS MOBILIÈRES DU NUNAVUT

Par : _____

Titre : _____

FINANCIAL AND CONSUMER AFFAIRS AUTHORITY OF SASKATCHEWAN

Par : _____

Titre : _____

OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF SECURITIES, DIGITAL GOVERNMENT AND SERVICE NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

Par : _____

Titre : _____

**BUREAU DU SURINTENDANT DES
VALEURS MOBILIÈRES DES
TERRITOIRES DU NORD-OUEST**

Par : _____

Titre : _____

**BUREAU DU SURINTENDANT DES
VALEURS MOBILIÈRES DU YUKON**

Par : _____

Titre : _____

Annexe A Inspection

Les autorités inspectrices effectuent, au nom de toutes les autorités, des inspections coordonnées périodiques du FCPI aux fins suivantes : i) évaluer l'efficacité, l'efficience et l'application constante et équitable de processus réglementaires choisis, et ii) évaluer le respect des conditions des décisions d'approbation et de toute décision d'acceptation.

Une autorité peut choisir de participer à une inspection coordonnée du FCPI ou de s'en remettre à cette fin à une autre autorité. Si une autorité choisit de ne pas participer à l'inspection du bureau du FCPI qui est situé sur son territoire, les autres autorités peuvent s'en charger.

Chaque autorité peut également effectuer une inspection indépendante du FCPI pour résoudre des questions importantes ou des questions propres à un territoire, ou les deux. L'autorité qui a l'intention d'effectuer une telle inspection en avise le personnel des autres autorités avant d'entamer l'inspection.

L'étendue de l'inspection est déterminée à l'aide d'une méthode fondée sur le risque qui est établie de concert par le personnel des autorités.

Les autorités inspectrices qui effectuent une inspection coordonnée font de leur mieux pour appliquer la procédure suivante selon l'échéancier dont elles conviennent entre elles :

- 1) Les autorités inspectrices s'entendent sur un plan de travail qu'elles établissent aux fins de l'inspection coordonnée qui fixe la date cible d'achèvement de chaque étape, notamment le déroulement de l'inspection, l'étude des rapports préliminaires, la confirmation de l'exactitude des faits, la traduction et la publication du rapport définitif et des plans de suivi.
- 2) Les autorités inspectrices coordonnent leur inspection du FCPI en procédant simultanément à leur inspection.
- 3) Les autorités inspectrices élaborent et utilisent un programme d'inspection uniforme ainsi que des critères uniformes d'évaluation du rendement aux fins de l'inspection coordonnée et s'assurent qu'un nombre suffisant de membres du personnel y est affecté dans leur territoire pertinent.
- 4) Au cours d'une inspection, les coordonnateurs organisent, au besoin, les communications entre les autorités inspectrices afin de discuter de l'état des travaux accomplis et de s'assurer de l'uniformité de la méthode qu'elles emploient.

- 5) Chaque autorité inspectrice communique à toutes les autres autorités inspectrices les conclusions de son inspection, dont ses conclusions préliminaires et, si la demande en est faite, les documents justificatifs.
- 6) À moins qu'il en soit convenu autrement, les coordonnateurs rédigent un projet de rapport d'inspection et le transmettent aux autorités inspectrices pour s'assurer qu'il répond à toutes leurs attentes et exigences, le cas échéant. Ce rapport remplit les conditions suivantes :
 - a) il tient compte des constatations préliminaires et des observations des autorités inspectrices;
 - b) il utilise un ensemble commun de critères d'appréciation de l'importance et du degré d'urgence des constatations.
- 7) Si les autorités inspectrices rejettent le fond du projet de rapport d'inspection, elles appliquent le processus prévu à l'article 12, selon le cas, de l'Annexe B du présent protocole d'entente pour régler le désaccord.
- 8) Après que les autorités inspectrices ont toutes exprimé leur satisfaction du projet de rapport d'inspection, les coordonnateurs l'envoient au FCPI pour qu'il confirme l'exactitude des faits y figurant.
- 9) Le FCPI vérifie l'exactitude des faits figurant dans le projet de rapport d'inspection et présente ses observations aux autorités inspectrices.
- 10) Les autorités inspectrices étudient les observations du FCPI et révisent leur rapport en conséquence.
- 11) Les coordonnateurs transmettent le rapport révisé au FCPI pour qu'il formule une réponse officielle.
- 12) Sur réception de la réponse officielle du FCPI, les autorités inspectrices intègrent cette réponse, ainsi que tout plan de suivi, s'il y a lieu, dans le rapport.
- 13) Chaque autorité inspectrice demande l'approbation interne requise en vue de la publication du rapport d'inspection définitif, en tenant compte des besoins de traduction, le cas échéant.
- 14) Après que chaque autorité inspectrice a obtenu les approbations internes requises, les coordonnateurs publient le rapport d'inspection définitif et les autres autorités inspectrices peuvent également le publier.

Annexe B

Examen et approbation applicable des modifications

1. Portée et objet

Les autorités établissent par les présentes des procédures uniformes d'examen et d'approbation applicable des modifications proposées par le FCPI ou de non-opposition à celles-ci.

2. Classification des modifications

- a) **Classification.** Le FCPI détermine si chaque modification est d'ordre administratif ou d'intérêt public.
- b) **Modifications d'ordre administratif.** Une modification d'ordre administratif est un projet de modification qui n'a pas d'incidence importante sur les investisseurs, les émetteurs, les personnes inscrites, les autres participants au marché, l'OAR, le FCPI ou les marchés des capitaux en général et qui, selon le cas :
 - i) apporte les changements nécessaires à la forme uniquement (comme la correction d'erreurs textuelles ou de renvois inexacts, la correction d'erreurs de traduction, des changements de formatage et l'uniformisation de la terminologie);
 - ii) modifie les processus, les pratiques ou l'administration internes courants du FCPI;
 - iii) est nécessaire pour rendre les politiques ou les règlements intérieurs du FCPI conformes à la législation en valeurs mobilières applicable ainsi qu'aux obligations prévues par la législation, aux normes de comptabilité ou d'audit, ou à d'autres politiques ou règlements intérieurs du FCPI (y compris ceux que les autorités ont approuvés ou auxquels elles ne se sont pas opposées, mais que le FCPI n'a pas encore mis en vigueur).
- c) **Modifications d'intérêt public.** Une modification d'intérêt public est un projet de modification qui n'est pas une modification d'ordre administratif.
- d) **Désaccord des autorités sur la classification.** Si le personnel d'une autorité estime qu'un projet de modification est incorrectement qualifié par le FCPI de modification d'ordre administratif, les autorités et le FCPI font de leur mieux pour appliquer ce qui suit :

- i) dans les cinq jours ouvrables du dépôt du projet de modification par le FCPI en vertu de l'article 3, le personnel de l'autorité qui entend rejeter la classification en avise le personnel des autres autorités, par écrit, et fournit les motifs de son désaccord;
- ii) dans les trois jours ouvrables suivant la réception ou l'envoi d'un avis de désaccord, le personnel des coordonnateurs discute de la classification avec le personnel des autres autorités et pourrait organiser une conférence téléphonique avec lui et, au besoin, avec celui du FCPI;
- iii) si le désaccord sur la classification persiste après discussion, le personnel des coordonnateurs en avise le FCPI, par écrit, avec copie au personnel des autres autorités dans les dix jours ouvrables du dépôt du projet de modification par le FCPI;
- iv) si le personnel des coordonnateurs envoie un avis de désaccord au FCPI conformément au sous-paragraphe d)iii), le FCPI qualifie le projet de modification de modification d'intérêt public ou le retire, et dépose auprès du personnel des autorités un avis écrit indiquant qu'il le retirera;
- v) s'il ne reçoit pas d'avis de désaccord dans les dix jours ouvrables de son dépôt du projet de modification, le FCPI considère que le personnel des autorités accepte la classification.

3. Documents exigés

- a) **Exigences linguistiques.** Le FCPI dépose les renseignements exigés conformément au présent article en français et en anglais simultanément, accompagnés d'une attestation d'un traducteur agréé.
- b) **Documents à déposer pour les modifications d'ordre administratif.** Le FCPI dépose les renseignements suivants auprès du personnel des autorités avec chaque projet de modification d'ordre administratif :
 - i) une lettre d'accompagnement qui présente la classification du projet de modification et indique les dispositions applicables du paragraphe 2b);
 - ii) la résolution du conseil, ou de son comité concerné, y compris la date d'approbation du projet de modification;
 - iii) le texte du projet de modification et, s'il y a lieu, une version comparative indiquant les modifications;

- iv) l'indication du fait que le projet de modification respecte les conditions d'approbation ou d'acceptation du FCPI;
 - v) la confirmation que le FCPI a suivi ses pratiques de gouvernance internes établies dans l'approbation du projet de modification et a tenu compte du besoin d'apporter des modifications corrélatives;
 - vi) un avis de publication comprenant les renseignements suivants :
 - A) une courte description du projet de modification;
 - B) les raisons de la classification à titre de modification d'ordre administratif;
 - C) la date d'entrée en vigueur prévue du projet de modification.
- c) **Documents à déposer pour les modifications d'intérêt public.** Le FCPI dépose les renseignements suivants auprès du personnel des autorités avec chaque projet de modification d'intérêt public :
- i) une lettre d'accompagnement qui présente la classification du projet de modification, la manière dont le FCPI a tenu compte de l'intérêt public pour l'élaborer et les raisons pour lesquelles il est d'intérêt public;
 - ii) la résolution du conseil, ou de son comité concerné, y compris la date d'approbation du projet de modification;
 - iii) le texte du projet de modification et, s'il y a lieu, une version comparative indiquant les changements;
 - iv) les éléments prévus aux sous-paragraphe b)iv) et v);
 - v) un avis de publication comprenant les renseignements suivants :
 - A) une analyse écrite détaillant la nature, l'objet et les effets du projet de modification;
 - B) les effets possibles du projet de modification (y compris toute incidence propre à une région donnée) sur les investisseurs, les émetteurs, les personnes inscrites, les autres participants au marché, l'OAR, le FCPI, et les marchés des capitaux en général;

- C) une description du contexte dans lequel l'élaboration du projet de modification s'est faite, les questions pertinentes abordées et les solutions de rechange envisagées;
- D) la date d'entrée en vigueur prévue du projet de modification;
- E) un avis de consultation publique accompagné d'instructions concernant la transmission des commentaires avant la date limite de la période de consultation, ainsi qu'une déclaration selon laquelle le FCPI publiera tous les commentaires reçus durant la période de consultation sur son site Web.

4. Critères d'examen

Sans que soit limité leur pouvoir discrétionnaire, les autorités conviennent que leur personnel peut tenir compte des facteurs suivants dans l'examen des projets de modification :

- a) le fait que le projet de modification est ou non d'intérêt public;
- b) le fait que le FCPI a fourni ou non une analyse suffisante de la nature, de l'objet et des effets du projet de modification.

5. Procédure d'examen et d'approbation des modifications d'ordre administratif

- a) **Accusé de réception.** Sur réception des documents visés au paragraphe 3b), le personnel des coordonnateurs envoie, dès que possible, un accusé de réception écrit du projet de modification d'ordre administratif au FCPI, avec copie au personnel des autres autorités.
- b) **Approbation.** Sauf si un avis de désaccord a été envoyé au FCPI conformément au sous-paragraphe 2d)iii), le projet de modification est réputé approuvé ou ne pas avoir fait l'objet d'une opposition le onzième jour ouvrable suivant la date de son dépôt par le FCPI en vertu de l'article 3.

6. Procédure d'examen des modifications d'intérêt public

- a) **Accusé de réception.** Sur réception des documents visés au paragraphe 3c), le personnel des coordonnateurs envoie, dès que possible, un accusé de réception du projet de modification d'intérêt public au FCPI, avec copie au personnel des autres autorités.
- b) **Publication et période de consultation publique.** Dès que possible, le personnel des coordonnateurs et le FCPI prennent, et le personnel des autres autorités pourrait prendre, les mesures suivantes :

- i) convenir d'une date de publication;
 - ii) publier les documents visés aux sous-paragraphes 3c)iii) et iv) pour une période de consultation de 30 jours (ou toute autre période convenue entre le personnel des autorités et le FCPI) sur leurs sites Web publics respectifs.
- c) **Publication des commentaires et transmission des réponses.** Le FCPI publie rapidement sur son site Web public les commentaires reçus du public. En outre, il établit un résumé de ces commentaires accompagné de ses réponses et le transmet au personnel des autorités dans le délai fixé par ce dernier, le cas échéant.
- d) **Examen des autorités.** Après la fin de la période de consultation prévue au paragraphe b), le personnel des autorités adresse, par écrit, toute observation importante aux coordonnateurs, avec copie au personnel des autres autorités, dans le délai convenu entre eux.
- e) **Aucune observation des autorités.** Si le personnel des coordonnateurs n'a pas d'observations importantes ni n'en reçoit dans le délai prévu au paragraphe d), le personnel des autorités est réputé n'avoir aucune observation à faire et les dispositions suivantes s'appliquent :
- i) si le FCPI reçoit des commentaires du public, les autorités, sur réception du résumé du FCPI visé au paragraphe c) accompagné de ses réponses, suivent la procédure applicable à l'examen des réponses du FCPI prévue aux sous-paragraphes f)v) à ix);
 - ii) si le FCPI ne reçoit pas de commentaires du public ou que ces derniers ne soulèvent pas de questions importantes (selon l'évaluation du personnel des autorités), le personnel des autorités entreprend immédiatement la procédure d'approbation ou de non-opposition prévue à l'article 8.
- f) **Observations des autorités.** Si le personnel des coordonnateurs a des observations importantes ou en reçoit dans le délai prévu au paragraphe d), le personnel des autorités et le FCPI font de leur mieux pour appliquer la procédure qui suit dans le délai convenu entre eux :
- i) à la fin de la période visée au paragraphe d), le personnel des coordonnateurs établit et remet au personnel des autres autorités un projet de lettre d'observations comprenant ses propres observations importantes ainsi que les observations importantes soulevées par le personnel des autres autorités, et, s'il le juge nécessaire, exposant les divers points de vue exprimés;

- ii) le personnel des autorités soumet toute observation écrite importante sur le projet de lettre d'observations aux coordonnateurs, avec copie au personnel des autres autorités; si le personnel des coordonnateurs n'en reçoit aucune dans le délai convenu, le personnel des autres autorités est réputé n'avoir aucune observation à faire;
- iii) à la suite de la réponse réelle ou réputée des autres autorités, le personnel des coordonnateurs réunit toutes les observations reçues dans une lettre et, après l'avoir achevée à la satisfaction du personnel des autorités, l'envoie au FCPI, avec copie au personnel des autres autorités;
- iv) le FCPI répond par écrit à la lettre d'observations envoyée par le personnel des coordonnateurs, avec copie au personnel des autres autorités;
- v) après avoir reçu la réponse du FCPI, le personnel des autorités fournit ses observations importantes, par écrit, au personnel des autres autorités; si le personnel des coordonnateurs n'en reçoit pas ni n'en a dans le délai convenu, le personnel des autorités :
 - A) est réputé n'avoir aucune observation à faire;
 - B) entreprend immédiatement la procédure d'approbation ou de non-opposition prévue à l'article 8;
- vi) le personnel des autorités et, selon le cas, le FCPI se conforment au processus énoncé aux sous-paragraphe f)i) à v) lorsque le personnel des autorités formule des observations importantes sur la réponse du FCPI à la lettre d'observations;
- vii) le personnel des coordonnateurs tente de résoudre rapidement les questions soulevées par le personnel des autorités, le cas échéant, et consulte le personnel des autres autorités ou le FCPI, au besoin;
- viii) si le personnel des autorités rejette le fond de la lettre d'observations visée au sous-paragraphe f)i) ou refuse de recommander l'approbation de la modification ou la non-opposition à celle-ci, le personnel des coordonnateurs invoque l'article 12;
- ix) si le FCPI omet de répondre à la lettre d'observations la plus récente du personnel des autorités dans les 120 jours de sa réception (ou tout autre délai convenu par le personnel des autorités), le FCPI peut retirer la modification conformément à l'article 13 ou le personnel des

autorités, s'il en convient par écrit, recommande à leurs décideurs respectifs de s'opposer à la modification ou de ne pas l'approuver.

7. Révision et republication des modifications d'intérêt public

- a) **Exigences linguistiques.** Si le FCPI révisé une modification d'intérêt public après sa publication pour consultation, il dépose la révision, à savoir, selon le cas, une version comparative fondée sur la version d'origine publiée, une version comparative cumulative de la modification, de même qu'une version propre de la modification révisée, en français et en anglais simultanément, accompagnée de l'attestation d'un traducteur agréé.
- b) **Révision des modifications.** Si cette révision change le fond ou l'effet des modifications de manière importante, le personnel des coordonnateurs peut, après avoir consulté le FCPI et le personnel des autres autorités, exiger la republication de la version révisée pour une nouvelle période de consultation. Dès la republication, la modification initiale ou précédente est considérée comme terminée et non approuvée ni en vigueur.
- c) **Documents publiés.** Si une modification d'intérêt public est republiée, l'avis de consultation révisé comprend, selon le cas, l'information déposée conformément au paragraphe a), la date de l'approbation par le conseil ou son comité concerné (si elle diffère de celle de la version d'origine), le résumé, établi par le FCPI, des commentaires reçus et des réponses données à l'occasion de la consultation précédente, ainsi qu'une explication des changements apportés à la modification et des motifs à l'appui de ces changements.
- d) **Dispositions applicables.** Sauf disposition contraire de la présente annexe, toute modification d'intérêt public republiée est assujettie à toutes les dispositions de la présente annexe applicables aux modifications d'intérêt public.

8. Procédure d'approbation des modifications d'intérêt public

- a) **Demande d'approbation des coordonnateurs.** Le personnel des coordonnateurs fait de son mieux pour demander l'approbation de la modification ou la non-opposition à celle-ci dans les 20 jours ouvrables de la fin de la procédure d'examen prévue à l'article 6.
- b) **Transmission des documents par les coordonnateurs.** Après que les coordonnateurs rendent une décision au sujet d'une modification, leur personnel transmet rapidement au personnel des autres autorités les documents pertinents concernant leur décision.

- c) **Demande d'approbation des autres autorités.** Le personnel des autres autorités fait de son mieux pour demander l'approbation ou la non-opposition dans les 20 jours ouvrables de la réception des documents pertinents du personnel des coordonnateurs.
- d) **Communication aux coordonnateurs de la décision des autres autorités.** Après qu'une décision est prise au sujet de la modification, le personnel de chaque autorité en informe rapidement le personnel des coordonnateurs par écrit.
- e) **Communication de la décision des coordonnateurs au FCPI.** Le personnel des coordonnateurs avise rapidement le FCPI par écrit de la décision au sujet de la modification, y compris de toute condition, sur réception de l'avis de décision des autres autorités.

9. Date d'entrée en vigueur des modifications

- a) **Modifications d'intérêt public.** Les modifications d'intérêt public (à l'exception des modifications mises en œuvre conformément à l'article 11) entrent en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes :
 - i) la date à laquelle les coordonnateurs publient l'avis d'approbation ou de non-opposition conformément au paragraphe 10a);
 - ii) la date indiquée par le FCPI conformément à l'alinéa 3c)iv)D) ou celle qu'il détermine.
- b) **Modifications d'ordre administratif.** Les modifications d'ordre administratif entrent en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes :
 - i) la date de l'approbation ou de la non-opposition réputée conformément au paragraphe 5b);
 - ii) la date indiquée par le FCPI conformément à l'alinéa 3b)iv)C).
- c) **Omission de mettre en vigueur une modification dans un délai d'un an.** Le FCPI avise par écrit le personnel des autorités s'il omet de mettre en vigueur une modification dans l'année suivant l'approbation ou la non-opposition des autorités, en fournissant les renseignements suivants :
 - i) les raisons pour lesquelles il ne l'a pas encore mise en vigueur;
 - ii) le délai qu'il a prévu pour la mise en vigueur;
 - iii) l'incidence sur l'intérêt public du report de la mise en vigueur de la modification dans un délai d'un an.

10. Publication de l'avis d'approbation

- a) **Modifications d'intérêt public.** Le personnel des coordonnateurs et le FCPI publient tous deux sur leurs sites Web respectifs un avis d'approbation ou de non-opposition pour chaque modification d'intérêt public, accompagné des documents suivants :
 - i) s'il y a lieu, un résumé, établi par le FCPI, des commentaires reçus et des réponses données;
 - ii) si des changements ont été apportés à la version publiée aux fins de consultation, une version comparative de la modification révisée.
- b) **Modifications d'ordre administratif.** Le personnel des coordonnateurs établit un avis d'approbation ou de non-opposition réputée pour chaque modification d'ordre administratif. Les coordonnateurs et le FCPI le publient sur leurs sites Web respectifs, accompagné des documents visés aux sous-paragraphes 3b)iii) et iv).
- c) **Publication par les autres autorités.** Les autres autorités peuvent, à leur gré, publier des avis d'approbation.

11. Mise en œuvre immédiate

- a) **Critères de mise en œuvre immédiate.** Le FCPI peut mettre le projet de modification d'intérêt public en œuvre immédiatement, sur approbation du conseil, s'il estime qu'il est urgent de le faire en raison de l'existence d'un risque important de préjudice grave pour les investisseurs, les émetteurs, les personnes inscrites, les autres participants au marché, l'OAR, le FCPI ou les marchés des capitaux en général, sous réserve du paragraphe d) et des conditions suivantes :
 - i) le FCPI avise par écrit le personnel de chaque autorité de son intention de se prévaloir de cette procédure au moins dix jours ouvrables avant que le conseil n'examine le projet de modification d'intérêt public en vue de son approbation;
 - ii) l'avis écrit du FCPI visé au sous-paragraphe a)i) comprend :
 - A) la date à laquelle le FCPI entend mettre en vigueur le projet de modification d'intérêt public;
 - B) une analyse justifiant la mise en œuvre immédiate du projet de modification d'intérêt public.

- b) **Avis de désaccord.** Si le personnel d'une autorité juge que la mise en œuvre immédiate n'est pas nécessaire, le personnel des autorités et, selon le cas, le FCPI font de leur mieux pour appliquer la procédure qui suit :
- i) le personnel de l'autorité qui s'oppose à la mise en œuvre immédiate en avise par écrit le personnel des autres autorités en indiquant les motifs de son désaccord dans les cinq jours ouvrables de la remise de l'avis du FCPI conformément au paragraphe a);
 - ii) le personnel des coordonnateurs avise rapidement par écrit le FCPI de l'existence du désaccord;
 - iii) le personnel du FCPI et celui des autorités discutent sans tarder des difficultés soulevées et tentent de les résoudre rapidement; si les difficultés ne sont pas résolues à la satisfaction du personnel de toutes les autorités, le FCPI ne peut mettre en œuvre immédiatement le projet de modification d'intérêt public.
- c) **Avis d'absence de désaccord.** Lorsqu'aucun avis de désaccord n'est transmis en vertu du sous-paragraphe b)i) et dans les délais qui y sont prévus ou que les difficultés soulevées ont été résolues conformément au sous-paragraphe b)iii), le personnel des coordonnateurs avise immédiatement le FCPI par écrit, avec copie au personnel des autres autorités, qu'il peut mettre le projet de modification d'intérêt public en œuvre immédiatement, sous réserve de l'approbation du conseil.
- d) **Date d'entrée en vigueur.** Les projets de modifications d'intérêt public que le FCPI met en œuvre immédiatement conformément au présent article entrent en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes :
- i) la date de l'avis transmis au FCPI en vertu du paragraphe c);
 - ii) la date à laquelle le conseil approuve la modification;
 - iii) la date indiquée par le FCPI dans son avis écrit au personnel des autorités.
- e) **Examen ultérieur d'une modification.** Même si elle est mise en œuvre immédiatement, la modification d'intérêt public fait ultérieurement l'objet d'une publication, d'un examen et d'une approbation ou d'une non-opposition conformément aux dispositions applicables de la présente annexe.
- f) **Refus ultérieur d'approuver une modification.** Le FCPI abroge rapidement la modification d'intérêt public qu'il a mise en œuvre immédiatement si, ultérieurement, les autorités ne l'approuvent pas ou s'y

opposent, et il informe rapidement les membres de l'OAR de la décision des autorités.

12. Désaccords

Dans le cas où un désaccord, soit entre les autorités, soit entre elles et le FCPI, sur une question relative à la présente annexe ne peut être résolu par la discussion, les autorités font de leur mieux pour appliquer la procédure qui suit dans le délai convenu entre elles :

- a) si le personnel de l'une des autorités avise les autres autorités que le désaccord ne peut, à son avis, être résolu par des discussions du personnel, alors le personnel des coordonnateurs organisera une réunion des cadres supérieurs des autorités pour discuter des problèmes et tenter de parvenir à un consensus;
- b) si, après discussion, il n'y a pas consensus, le personnel des coordonnateurs transfère le désaccord aux échelons supérieurs concernés et, finalement, aux présidents ou à tout autre membre de la haute direction des autorités ou entreprend toute autre procédure convenue par le personnel des autorités;
- c) si, à la suite du transfert, il n'y a pas consensus, le FCPI peut retirer la modification conformément à l'article 13 ou le personnel des autorités recommande à leurs décideurs respectifs de s'opposer à la modification ou de ne pas l'approuver.

13. Retrait de modifications proposées

- a) **Dépôt d'un avis de retrait.** Si le FCPI retire un projet de modification d'intérêt public n'ayant pas encore fait l'objet d'une approbation ou d'une non-opposition des autorités, il dépose auprès du personnel des autorités un avis écrit du retrait.
- b) **Contenu de l'avis de retrait.** L'avis écrit visé au paragraphe a) indique :
 - i) la raison pour laquelle le FCPI a soumis le projet de modification;
 - ii) les dates auxquelles le conseil ou son comité concerné l'a approuvé;
 - iii) les dates de publication antérieures, s'il y a lieu;
 - iv) la résolution du conseil, ou de son comité concerné, appuyant le retrait;
 - v) les motifs du retrait;

- vi) l'incidence du retrait sur l'intérêt public.
- c) **Publication de l'avis de retrait.** Lorsque le projet de modification retiré a déjà été publié conformément au paragraphe 6b), le personnel des coordonnateurs et le FCPI publient sur leurs sites Web publics un avis indiquant que le FCPI retire le projet de modification et précisant les motifs du retrait.

14. Examen et modification de l'Annexe B

Lorsqu'il le juge nécessaire d'un commun accord, le personnel des autorités examine conjointement l'application de la présente annexe afin de dégager les problèmes relativement à ce qui suit :

- a) l'efficacité de la présente annexe;
- b) la pertinence des délais et des autres exigences qui y sont prévus;
- c) les modifications qu'il est nécessaire ou souhaitable d'y apporter.

15. Modification de l'Annexe B ou renonciation à son application

- a) **Demande du FCPI.** Le FCPI peut demander par écrit aux autorités de renoncer à appliquer ou de modifier toute partie de la présente annexe, auquel cas les autorités font de leur mieux pour appliquer la procédure qui suit dans le délai convenu entre elles :
 - i) l'autorité qui s'oppose à la demande de renonciation ou de modification en avise les autres autorités et en fournit les motifs; si les coordonnateurs ne reçoivent ni n'envoient d'avis d'opposition, les autorités sont réputées ne pas s'opposer à la demande;
 - ii) dans le délai convenu par les autorités, les coordonnateurs fournissent au FCPI un avis écrit indiquant s'il y a eu acceptation ou opposition au sujet de la renonciation ou de la modification.
- b) **Demande des autorités.** Les autorités peuvent renoncer à appliquer ou modifier toute partie de la présente annexe si elles en conviennent toutes par écrit.
- c) **Disposition générale.** La renonciation ou la modification peut être d'ordre particulier ou général et être valide une seule fois ou en tout temps, ainsi qu'en conviennent les autorités.

16. Publication des documents

Si le personnel des coordonnateurs publie des documents en vertu de la présente annexe, celui des autres autorités peut également le faire, auquel cas le personnel des coordonnateurs fixe la date de publication en concertation avec lui.

**MEMORANDUM OF UNDERSTANDING REGARDING
OVERSIGHT OF THE CANADIAN INVESTOR PROTECTION FUND
(CIPF)
AMONG:**

**ALBERTA SECURITIES COMMISSION
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
BRITISH COLUMBIA SECURITIES COMMISSION
MANITOBA SECURITIES COMMISSION
FINANCIAL AND CONSUMER SERVICES COMMISSION OF NEW BRUNSWICK
OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF SECURITIES, DIGITAL GOVERNMENT
AND SERVICE NEWFOUNDLAND AND LABRADOR
OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF SECURITIES, NORTHWEST
TERRITORIES
NOVA SCOTIA SECURITIES COMMISSION
OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF SECURITIES, NUNAVUT
ONTARIO SECURITIES COMMISSION
PRINCE EDWARD ISLAND OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF SECURITIES
FINANCIAL AND CONSUMER AFFAIRS AUTHORITY OF SASKATCHEWAN
OFFICE OF THE YUKON SUPERINTENDENT OF SECURITIES**

(each a **Regulator**, collectively the **Regulators** or the **Parties**)

The Parties agree as follows:

1. Underlying Principles

a. Approval and Acceptance

Pursuant to applicable Securities Legislation, and subject to terms and conditions, the Regulators have either:

- (i) approved CIPF as a compensation fund or contingency trust fund; or
- (ii) deemed CIPF acceptable as a contingency fund.

b. Oversight Program

To ensure that CIPF is appropriately discharging its responsibilities as a compensation or contingency fund, the Regulators have developed an oversight program (**Oversight Program**) which includes:

- (i) review of information filed by CIPF, as set out in section 4;
- (ii) oversight reviews of CIPF, as set out in section 5; and

- (iii) review and applicable approval of Amendments, as set out in section 6.

The purpose of the Oversight Program is to ensure that CIPF is acting in accordance with the CIPF Mandate, and complying with the terms and conditions of the Regulators' approval or acceptance.

c. Oversight Guiding Principles

The guiding principles for the Regulators' joint oversight of CIPF are:

- (i) Harmonious direction – the Regulators will strive to speak as one when giving direction to CIPF;
- (ii) Transparency – each Regulator shares with other Regulators important communications with CIPF in a timely manner; and
- (iii) Efficiency – each Regulator will strive to conduct oversight in an effective manner while attempting to minimize the resources required from other Regulators and CIPF.

d. Previous Memoranda of Understanding

This MOU replaces the memoranda of understanding that took effect on January 1, 2021 between the applicable Regulators in respect of the oversight of the Canadian Investor Protection Fund and the MFDA Investor Protection Corporation.

2. Definitions

“Acceptance Decision” means the decision regarding CIPF by a Regulator pursuant to the Securities Legislation in a Canadian province or territory which may stipulate that a dealer must participate in a contingency fund deemed acceptable by the Regulator.

“Amendment” means

- (i) any amendment to, or revocation or replacement of, CIPF's Coverage Policies or by-laws; or
- (ii) any material change to CIPF's Industry Agreement with the New Self-Regulatory Organization of Canada

for which the Regulators' prior approval is required pursuant to an Approval Order or Acceptance Decision.

“Approval Order” means the approval of CIPF by a Regulator pursuant to the Securities Legislation in a Canadian province or territory which stipulates that

registered dealers must participate in a compensation fund or contingency trust fund approved by the Regulator and established by, among others, a self-regulatory organization.

“**Board**” has the meaning ascribed to that term in CIPF Approval Order or Acceptance Decision.

“**Coordinators**” mean the two Regulators that are designated as such from time to time by consensus of all the Regulators.

“**Coverage Policies**” have the meaning ascribed to that term in CIPF Approval Order or Acceptance Decision.

“**Industry Agreement**” has the meaning ascribed to that term in CIPF Approval Order or Acceptance Decision.

“**CIPF Mandate**” has the meaning ascribed to that term in CIPF Approval Order or Acceptance Decision.

“**Reviewing Regulator**” means a Regulator that is participating in an oversight review of CIPF.

“**Securities Legislation**” has the same meaning as in National Instrument 14-101 *Definitions* and includes, where applicable, commodity futures legislation.

“**Self-regulatory organization (SRO)**” has the meaning ascribed to that term in CIPF Approval Order or Acceptance Decision.

“**SRO Member**” has the meaning ascribed to that term in CIPF Approval Order or Acceptance Decision.

3. **General Provisions**

a. *Oversight Committee*

The Regulators will establish an oversight committee (**Oversight Committee**) which will act as a forum to discuss issues, concerns and proposals related to the oversight of CIPF.

Each of the Regulators shall designate from time to time representatives on the Oversight Committee.

The Oversight Committee will provide to the Chairs of the Regulators an annual written report that will include a summary of all oversight activities conducted during the previous period (**Annual Report on Oversight Activities**). The Annual Report on Oversight Activities will also be published.

b. Coordinators

The two Regulators that are designated as Coordinators are tasked with the role of coordinating, communicating and scheduling activities of the Oversight Program between the Regulators, and between the Regulators and CIPF. The Coordinators must not make any unilateral decision, or give unilateral direction, with respect to CIPF.

The Coordinators will serve for four years on a staggered rotation basis among the two designated Regulators. Initially, one of the two Coordinators will be replaced after two years, and thereafter each Coordinator will have a four-year term, such that a new Coordinator will be designated to replace a current Coordinator every two years. Designation of a new Coordinator will be made one year in advance of the end of an exiting Coordinator's term.

c. Staff Contact

The Coordinators will provide CIPF with key staff contacts in each jurisdiction for the purposes of matters arising under this MOU or relating to oversight in general.

d. Status Meetings

The Coordinators will organize semi-annual conference calls and annual in-person meetings between the Oversight Committee and staff of CIPF. The purpose is to discuss matters relating to the Oversight Program of CIPF and other matters that are of interest to the Regulators and CIPF. The Coordinators will record minutes of these meetings and calls.

4. Review of Information Filed

Any comments of the staff of the Regulators on information filed by CIPF will be sent to the Coordinators, with a copy to staff of the other Regulators. The Coordinators will request that CIPF respond to comments raised by the Regulators and copy staff of the other Regulators on its response.

5. Oversight Reviews

The Regulators have developed procedures for performing periodic reviews of CIPF's functions, as set out in Schedule A.

6. Review and Applicable Approval of Amendments

The Regulators have entered into a protocol, set out in Schedule B of this MOU, to establish uniform procedures relating to the review and applicable approval of or non-objection to proposed Amendments.

7. Confidentiality

All notices, reports, documents and any other information or data shared amongst any of the Regulators pursuant to this MOU are shared exclusively for the regulatory purposes of the Regulators, and with the expectation that they be shared and maintained in confidence, except as may otherwise be required by applicable law.

8. Authority

Nothing in this MOU is intended to limit the powers of any of the Regulators under applicable Securities Legislation to take any measures authorized or required under such legislation.

9. Schedules

The MOU represents the Regulators' commitment to a coordinated and cooperative approach to conducting the Oversight Program, and the schedules are integral to the execution of this commitment.

10. Amending, terminating and withdrawing from the MOU

This MOU may be amended from time to time as mutually agreed upon by the Regulators. Any amendments must be in writing and approved by the duly authorized representatives of each Regulator in accordance with the applicable legislation of each province or territory.

This MOU may be terminated if mutually agreed upon by the Regulators.

Each Regulator can, at any time, withdraw from this MOU on at least 90 days' written notice to the Coordinators and to each Regulator.

11. Effective Date

This MOU comes into effect on January 1, 2023.

IN WITNESS WHEREOF the duly authorized signatories of the parties below have signed this MOU as of the Effective Date of the MOU stated above.

ALBERTA SECURITIES COMMISSION

Per: _____

Title: _____

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Per: _____

Louis Morisset
Title: President and Chief Executive Officer

**BRITISH COLUMBIA SECURITIES
COMMISSION**

Per: _____

Title: _____

MANITOBA SECURITIES COMMISSION

Per: _____

Title: _____

**FINANCIAL AND CONSUMER SERVICES
COMMISSION OF NEW BRUNSWICK**

Per: _____

Title: _____

**OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF
SECURITIES, DIGITAL GOVERNMENT AND
SERVICE NEWFOUNDLAND AND LABRADOR**

Per: _____

Title: _____

**MINISTER FOR
INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR, OR
DESIGNATE**

Per: _____

Title: _____

**OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF
SECURITIES, NORTHWEST TERRITORIES**

Per: _____

Title: _____

NOVA SCOTIA SECURITIES COMMISSION

Per: _____

Title: _____

**OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF
SECURITIES, NUNAVUT**

Per: _____

Title: _____

ONTARIO SECURITIES COMMISSION

Per: _____

Title: _____

**PRINCE EDWARD ISLAND OFFICE OF THE
SUPERINTENDENT OF SECURITIES**

Per: _____

Title: _____

**FINANCIAL AND CONSUMER AFFAIRS
AUTHORITY OF SASKATCHEWAN**

Per: _____

Title: _____

**OFFICE OF THE YUKON SUPERINTENDENT
OF SECURITIES**

Per: _____

Title: _____

Schedule A Oversight Reviews

On behalf of all Regulators, the Reviewing Regulators will carry out periodic coordinated oversight reviews of CIPF for the purposes of: (i) evaluating whether selected regulatory processes are effective, efficient, and are applied consistently and fairly; and (ii) assessing compliance with the terms and conditions of the Approval Orders and any Acceptance Decision.

A Regulator may choose to participate in a coordinated review of CIPF, or may choose to rely on another Regulator for the review of CIPF. In cases where a Regulator chooses not to review CIPF office in its jurisdiction, the other Regulators may conduct a review of that CIPF office.

Each Regulator may also perform an independent review of CIPF to deal with significant and/or local issues. Any Regulator who intends to perform such a review will notify staff of the other Regulators prior to conducting such a review.

The scope of the review will be determined by utilizing a risk-based methodology established and agreed upon by staff of the Regulators.

When the Reviewing Regulators carry out a coordinated review, they will use best efforts to adhere to the following within any timelines established among themselves:

- 1) The Reviewing Regulators will establish and agree on a work plan for the coordinated review that sets the target completion date for each step, including conducting the review, reviewing draft reports, confirming factual accuracy, translating and publishing the final report, and follow-up plans.
- 2) The Reviewing Regulators will coordinate their review of CIPF by conducting their reviews at the same time.
- 3) The Reviewing Regulators will develop and use a uniform review program and uniform performance benchmarks to conduct the coordinated review and will ensure the review is appropriately staffed in their respective jurisdiction.
- 4) The Coordinators will, as needed, arrange for communications among the Reviewing Regulators during the course of a review, to discuss the progress of the work completed and to ensure appropriate consistency in the Reviewing Regulators' approach.
- 5) Each Reviewing Regulator will share with all other Reviewing Regulators the results of its review, including draft findings and, upon request, supporting materials.

- 6) Unless otherwise agreed upon, the Coordinators will draft a review report and share it among the Reviewing Regulators to ensure it meets all of their expectations and requirements, as applicable. The review report will:
 - a) take into account the draft findings and comments of the Reviewing Regulators, and
 - b) use a common set of criteria to rate the significance and urgency of findings.
- 7) If the Reviewing Regulators disagree on the content of the draft review report, the Reviewing Regulators will follow the process provided in section 12, as applicable, of Schedule B of this MOU for resolution.
- 8) After the Reviewing Regulators are mutually satisfied with the draft review report, the Coordinators will forward the draft review report to CIPF to confirm factual accuracy.
- 9) CIPF will review the draft review report for factual accuracy and respond to the Reviewing Regulators with comments.
- 10) The Reviewing Regulators will consider CIPF's comments and revise their report as necessary.
- 11) The Coordinators will send the revised report to CIPF for its formal response.
- 12) On receipt of CIPF's formal response, the Reviewing Regulators will incorporate such formal response and any follow-up plans into the review report as applicable.
- 13) Each Reviewing Regulator will seek the necessary internal approval to publish the final review report, taking into account language translation needs where applicable.
- 14) When each Reviewing Regulator has obtained the necessary internal approvals, the Coordinators will, and the other Reviewing Regulators may, publish the final review report.

Schedule B

Review and Applicable Approval of Amendments

1. Scope and purpose

The Regulators hereby establish uniform procedures relating to their review and applicable approval of, or non-objection to, Amendments proposed by CIPF.

2. Classifying Amendments

- (a) **Classification.** CIPF will classify each proposed Amendment as “housekeeping” or “public comment”.
- (b) **Housekeeping Amendments.** A “housekeeping” Amendment is a proposed Amendment that has no material impact on investors, issuers, registrants, other market participants, the SRO, CIPF, or the capital markets generally and that:
 - (i) makes necessary changes of an editorial nature (such as correcting a textual mistake or inaccurate cross-reference, correcting a translation, making a formatting change, or standardization of terminology),
 - (ii) changes the routine internal processes, practices, or administration of CIPF, or
 - (iii) is necessary to conform CIPF’s policies or by-laws to applicable Securities Legislation, statutory or legal requirements, accounting or auditing standards, or to other CIPF policies or by-laws (including those that the Regulators have approved or non-objected to, but which CIPF has not yet made effective).
- (c) **Public comment Amendments.** A “public comment” Amendment is any proposed Amendment that is not a housekeeping Amendment.
- (d) **Regulators’ disagreement with classification.** If staff of a Regulator thinks that CIPF incorrectly classified a proposed Amendment as housekeeping, the Regulators and CIPF will use best efforts to adhere to the following:
 - (i) Within 5 business days of the date of CIPF’s filing under section 3, staff of the Regulator who intends to disagree with the classification will advise staff of the other Regulators, in writing, that they intend to disagree and provide reasons for their intended disagreement.

- (ii) Within 3 business days after receiving or sending notice of disagreement, staff of the Coordinators will discuss the classification, and may arrange a conference call, with staff of the other Regulators and, as applicable, CIPF.
- (iii) If disagreement with the classification still exists after any such discussion, staff of the Coordinators will notify CIPF of the disagreement, in writing, with a copy to staff of the other Regulators within 10 business days of the date of CIPF's filing.
- (iv) If staff of the Coordinators send a notice of disagreement to CIPF under paragraph 2(d)(iii), CIPF will reclassify the proposed Amendment as a public comment Amendment or withdraw the proposed Amendment by filing a written notice with staff of the Regulators indicating that it will be withdrawing the Amendment.
- (v) If CIPF does not receive any such notice of disagreement within 10 business days of the date of CIPF's filing, CIPF will assume that staff of the Regulators agree with the classification.

3. Required Filings

- (a) **Language requirements.** CIPF will file the information required under this section concurrently in both English and French, accompanied with an attestation from a certified translator.
- (b) **Filings for housekeeping Amendments.** CIPF will file the following information with staff of the Regulators for each proposed housekeeping Amendment:
 - (i) a cover letter that indicates the classification of the proposed Amendment by citing the applicable provisions in subsection 2(b),
 - (ii) the Board resolution, or the resolution of the applicable Board committee, including the date that the proposed Amendment was approved,
 - (iii) the text of the proposed Amendment and, where applicable, a blacklined version showing the changes,
 - (iv) a statement as to whether the proposed Amendment complies with the terms and conditions of CIPF's approval or acceptance,
 - (v) confirmation that CIPF followed its established internal governance practices in approving the proposed Amendment and considered the need for consequential amendments, and

- (vi) a notice for publication including:
 - (A) a brief description of the proposed Amendment,
 - (B) the reasons for the housekeeping classification, and
 - (C) the anticipated effective date of the proposed Amendment.

- (c) **Filings for public comment Amendments.** CIPF will file the following information with staff of the Regulators for each proposed public comment Amendment:
 - (i) a cover letter that indicates the classification of the proposed Amendment, how CIPF has taken the public interest into account when developing the proposed Amendment and why the proposed Amendment is in the public interest,
 - (ii) the Board resolution, or the resolution of the applicable Board committee, including the date that the proposed Amendment was approved,
 - (iii) the text of the proposed Amendment, and, where applicable, a blacklined version showing the changes,
 - (iv) the items in subparagraphs 3(b)(iv) and (v), and
 - (v) a notice for publication including:
 - (A) written analysis detailing the nature, purpose and effect of the proposed Amendment,
 - (B) the possible effects of the proposed Amendment (including any regional specific effect) on investors, issuers, registrants, other market participants, the SRO, CIPF and the capital markets generally,
 - (C) a description of the context in which CIPF developed the proposed Amendment, any relevant issues considered, and any alternative approaches considered,
 - (D) the anticipated effective date of the proposed Amendment, and
 - (E) a request for public comment together with details on how to submit comments within the comment period deadline, and a

statement that CIPF will publish all comments received during the comment period on its public website.

4. Review criteria

Without limiting the discretion of the Regulators, the Regulators agree that the following are factors that staff of the Regulators may consider when reviewing proposed Amendments:

- (a) whether a proposed Amendment is in the public interest, and
- (b) whether CIPF has provided sufficient analysis of the nature, purpose and effect of a proposed Amendment.

5. Review and approval process for housekeeping Amendments

- (a) **Confirming receipt.** Upon receipt of the materials detailed in subsection 3(b), staff of the Coordinators will, as soon as practicable, send written confirmation of receipt of the proposed housekeeping Amendment to CIPF, with a copy to staff of the other Regulators.
- (b) **Approval.** Except where notice of disagreement has been sent to CIPF in accordance with paragraph 2(d)(iii), the proposed Amendment will be deemed approved or non-objected to on the eleventh business day following the date of CIPF's filing under section 3.

6. Review process for public comment Amendments

- (a) **Confirming receipt.** Upon receipt of the materials detailed in subsection 3(c), staff of the Coordinators will, as soon as practicable, send confirmation of receipt of the proposed public comment Amendment to CIPF, with a copy to staff of the other Regulators.
- (b) **Publication and public comment period.** As soon as practicable, staff of the Coordinators and CIPF will, and staff of the other Regulators may:
 - (i) coordinate a publication date amongst themselves, and
 - (ii) publish the materials referred to in paragraphs 3(c)(iii) and (iv) for a 30-day comment period (or other period agreed upon by staff of the Regulators and CIPF) on their respective public websites.
- (c) **Publishing and responding to public comments.** CIPF will, as and when they are received, promptly publish any public comments on its public website. CIPF will also prepare a summary of and responses to those public comments and send them to staff of the Regulators within any timelines established by staff of the Regulators.

- (d) **Regulator review.** After the subsection 6(b) comment period has ended, staff of the Regulators will, in writing, provide any significant comments to the Coordinators, copying staff of the other Regulators, within any timelines established among themselves.
- (e) **Regulators have no comments.** If staff of the Coordinators do not receive or have any significant comments within the period provided for under subsection 6(d), staff of the Regulators will be deemed to not have any comments and the following applies:
 - (i) If CIPF has received public comments, the Regulators will, upon receipt of CIPF's summary and responses described in subsection 6(c), follow the processes applicable to the review of CIPF responses set out in paragraphs 6(f)(v) through (ix).
 - (ii) If CIPF has not received any public comments, or the public comments received do not raise any material issues (as determined by staff of the Regulators), staff of the Regulators will proceed immediately to the approval or non-objection process in section 8.
- (f) **Regulators have comments.** If staff of the Coordinators receive or have significant comments within the period provided for under subsection 6(d), staff of the Regulators and CIPF will use best efforts to adhere to the following process using timelines established amongst themselves:
 - (i) At the end of the period provided for under subsection 6(d), staff of the Coordinators will prepare and deliver to staff of the other Regulators a draft comment letter that incorporates their own significant comments and the significant comments raised by staff of the other Regulators and may, if deemed necessary, identify different views among staff of the Regulators.
 - (ii) Staff of the Regulators will provide any significant written comments on the draft comment letter to the Coordinators, copying staff of the other Regulators; if staff of the Coordinators do not receive any such comments within the timelines agreed upon, staff of the other Regulators will be deemed not to have any comments.
 - (iii) Following the other Regulators' response (or deemed response), staff of the Coordinators will consolidate all comments received and, when finalized to the satisfaction of staff of the Regulators, send the comment letter to CIPF, with a copy to staff of the other Regulators.
 - (iv) CIPF will respond, in writing, to the comment letter sent by staff of the Coordinators, with a copy to staff of the other Regulators.

- (v) After receiving CIPF's response, staff of the Regulators will provide any significant comments, in writing, to staff of the other Regulators; if staff of the Coordinators do not receive and do not have any such comments within the timelines agreed upon, staff of the Regulators will:
 - (A) be deemed not to have any comments, and
 - (B) proceed immediately to the approval or non-objection process in section 8.
- (vi) Staff of the Regulators and, as applicable, CIPF will follow the process laid out in paragraphs 6(f)(i) to (v) when staff of the Regulators have significant comments on CIPF's response to the comment letter.
- (vii) Staff of the Coordinators will attempt to resolve any issues that staff of the Regulators have raised on a timely basis and will consult with staff of the other Regulators or CIPF, as needed.
- (viii) If staff of the Regulators disagree about the substantive content of the comment letter in paragraph 6(f)(i) or whether to recommend approval of or non-objection to the Amendment, staff of the Coordinators will invoke section 12.
- (ix) If CIPF fails to respond to comments of staff of the Regulators within 120 days of receipt of the most recent comment letter from staff of the Regulators (or such other time as agreed to by staff of the Regulators), CIPF may withdraw the Amendment in accordance with section 13 or staff of the Regulators will, if they agree among themselves to do so in writing, recommend their respective decision makers to object to or not approve the Amendment.

7. Revising and republishing public comment Amendments

- (a) **Language requirements.** If, subsequent to its publication for comment, CIPF revises a public comment Amendment, CIPF will file any such revision, which will include, as applicable, a blacklined version to the original published version, a cumulative blacklined version of the Amendment, and a clean copy of the revised Amendment, concurrently in both English and French, accompanied with an attestation from a certified translator.
- (b) **Revising Amendments.** If such a revision changes the Amendment's substance or effect in a material way, staff of the Coordinators may, in consultation with CIPF and staff of the other Regulators, require the revised Amendment to be republished for an additional comment period. Upon

republishing, the initial or previous Amendment will be considered closed, and not approved or in effect.

- (c) **Published documents.** If a public comment Amendment is republished, the revised request for comments will include, as applicable, the information filed under subsection 7(a), the date of Board approval or approval of the applicable Board committee (if different from the original published version), CIPF's summary of comments received and responses for the previous request for comments, together with an explanation of the revisions to the Amendment and the supporting rationale for the revisions.
- (d) **Applicable provisions.** Any republished public comment Amendment will be subject to all provisions in this Schedule B applicable to public comment Amendments, except where otherwise provided for in this Schedule B.

8. Approval process for public comment Amendments

- (a) **Coordinators seek approval.** Staff of the Coordinators will use their best efforts to seek approval of or non-objection to the Amendment within 20 business days of the end of the review process set out in section 6.
- (b) **Coordinators circulate documents.** After the Coordinators make a decision about an Amendment, staff of the Coordinators will promptly circulate to staff of the other Regulators applicable documentation relating to the Coordinators' decision.
- (c) **Other Regulators seek approval.** Staff of the other Regulators will use their best efforts to seek approval or non-objection within 20 business days of receipt of applicable documentation from staff of the Coordinators.
- (d) **Other Regulators communicate decision to Coordinators.** Staff of each Regulator will promptly inform staff of the Coordinators in writing after a decision about the Amendment has been made.
- (e) **Coordinators communicate decision to CIPF.** Staff of the Coordinators will promptly communicate to CIPF, in writing, the decision about the Amendment, including any conditions, upon receipt of notification of the other Regulators' decisions.

9. Effective date of Amendments

- (a) **Public comment Amendments.** Public comment Amendments (other than Amendments implemented under section 11) will be effective on the later of:
 - (i) the date the Coordinators publish the notice of approval or non-objection in accordance with subsection 10(a), and

- (ii) the date designated by CIPF under subparagraph 3(c)(iv)(D) or the date as determined by CIPF.
- (b) **Housekeeping Amendments.** Housekeeping Amendments will be effective on the later of:
 - (i) the date of deemed approval or non-objection in accordance with subsection 5(b), and
 - (ii) the date designated by CIPF under subparagraph 3(b)(iv)(C).
- (c) **Failing to make an Amendment effective within one year.** CIPF will advise staff of the Regulators in writing if it has not made an Amendment effective within one year of receiving approval or non-objection from the Regulators, and will include the following information:
 - (i) the reasons it has not yet made the Amendment effective,
 - (ii) CIPF's projected timeline for making the Amendment effective, and
 - (iii) the impact on the public interest of delaying making the Amendment effective within one year.

10. Publishing notice of approval

- (a) **Public comment Amendments.** For any public comment Amendment, staff of the Coordinators and CIPF will both publish a notice of approval of or non-objection on their respective websites, together with:
 - (i) if applicable, CIPF's summary of comments received and responses, and
 - (ii) if changes were made to the version published for public comment, a blacklined version of the revised Amendment.
- (b) **Housekeeping Amendments.** For any housekeeping Amendments, staff of the Coordinators will prepare a notice of deemed approval or non-objection and both the Coordinators and CIPF will publish such notice, together with the materials referred to in paragraphs 3(b)(iii) and (iv), on their respective public websites.
- (c) **Publication by other Regulators.** Any other Regulators may publish notices of approval at their own discretion.

11. Immediate implementation

- (a) **Criteria for immediate implementation.** If CIPF identifies an urgent need to implement a proposed public comment Amendment because of a substantial risk of material harm to investors, issuers, registrants, other market participants, the SRO, CIPF or the capital markets generally, CIPF may make the proposed public comment Amendment effective immediately upon approval by the Board, subject to subsection 11(d), and provided that:
- (i) CIPF provides staff of each Regulator with written notice of its intention to rely upon this procedure at least 10 business days before the Board considers the proposed public comment Amendment for approval, and
 - (ii) CIPF's written notice in paragraph 11(a)(i) includes:
 - (A) the date on which CIPF intends the proposed public comment Amendment to be effective, and
 - (B) an analysis in support of the need for immediate implementation of the proposed public comment Amendment.
- (b) **Notice of disagreement.** If staff of a Regulator does not agree that immediate implementation is necessary, staff of the Regulators and, as applicable, CIPF will use best efforts to adhere to the following:
- (i) Staff of the Regulator which disagrees with the need for immediate implementation will, within 5 business days after CIPF provides notice under subsection 11(a), advise staff of the other Regulators in writing that they disagree and provide the reasons for their disagreement.
 - (ii) Staff of the Coordinators will promptly notify CIPF of the disagreement in writing.
 - (iii) Staff of CIPF and staff of the Regulators will discuss and attempt to resolve any concerns raised on a timely basis but, if the concerns are not resolved to the satisfaction of staff of all Regulators, CIPF cannot immediately implement the proposed public comment Amendment.
- (c) **Notice of no disagreement.** Where there is no notice of disagreement under and within the timelines set out in paragraph 11(b)(i), or where concerns have been resolved under paragraph 11(b)(iii), staff of the Coordinators will immediately provide written notice to CIPF, with a copy to staff of the other Regulators, that it may immediately implement the proposed public comment Amendment subject to Board approval.

- (d) **Effective date.** Proposed public comment Amendments that CIPF immediately implements in accordance with section 11 will be effective on the later of the following:
 - (i) the date of the notice provided to CIPF under subsection 11(c),
 - (ii) the date the Board approves the Amendment, and
 - (iii) the date designated by CIPF in its written notice to staff of the Regulators.
- (e) **Subsequent review of Amendment.** A public comment Amendment that is implemented immediately will subsequently be published, reviewed, and approved or non-objected to in accordance with the applicable provisions of this Schedule B.
- (f) **Subsequent disapproval of Amendment.** If the Regulators subsequently object to or do not approve a public comment Amendment that CIPF immediately implemented, CIPF will promptly repeal the public comment Amendment and inform SRO Members of the Regulators' decision.

12. Disagreements

If any disagreement, either among the Regulators or between the Regulators and CIPF, about a matter arising out of or relating to this Schedule B cannot be resolved through discussions, the Regulators will use best efforts to adhere to the following using timelines established amongst themselves:

- (a) If staff of one of the Regulators notifies the other Regulators that in their view there is a disagreement that cannot be resolved through staff discussions, then staff of the Coordinators will arrange for senior staff of the Regulators to discuss the issues and attempt to reach a consensus.
- (b) If, following such discussions, a consensus is not reached, staff of the Coordinators will escalate the disagreement as applicable and, ultimately, to the Regulators' Chairs or other senior executives of the Regulators or such other process as agreed to by staff of the Regulators.
- (c) If, following such escalation, a consensus is not reached, CIPF may withdraw the Amendment in accordance with section 13 or staff of the Regulators will recommend that their respective decision makers object to or not approve the Amendment.

13. Withdrawing proposed Amendments

- (a) **Filing notice of withdrawal.** If CIPF withdraws a proposed public comment Amendment that the Regulators have not yet approved or non-objected to,

CIPF will file with staff of the Regulators a written notice indicating that it will be withdrawing the Amendment.

- (b) **Contents of notice of withdrawal.** The written notice in subsection 13(a) must contain:
 - (i) the reason CIPF submitted the proposed Amendment,
 - (ii) any dates on which the Board or the applicable Board committee approved the proposed Amendment,
 - (iii) any prior publication dates,
 - (iv) the Board resolution, or the resolution of the applicable Board committee, supporting the withdrawal of the proposed Amendment,
 - (v) the reasons CIPF is withdrawing the proposed Amendment, and
 - (vi) the impact of withdrawing the proposed Amendment on the public interest.
- (c) **Publishing notice of withdrawal.** Where the proposed Amendment being withdrawn had previously been published for comment under subsection 6(b), staff of the Coordinators and CIPF will both publish a notice on their public websites stating that CIPF will be withdrawing the proposed Amendment together with the reasons CIPF is withdrawing the proposed Amendment.

14. Reviewing and amending Schedule B

Staff of the Regulators will, when they agree it is necessary to do so, conduct a joint review of the operation of this Schedule B in order to identify issues relating to:

- (a) the effectiveness of this Schedule B,
- (b) the continuing appropriateness of the timelines and other requirements set out in this Schedule B, and
- (c) any necessary or desirable amendments to this Schedule B.

15. Waiving or varying Schedule B

- (a) **CIPF request.** CIPF may file a written request with the Regulators to waive or vary any part of this Schedule B and, in such a case, the Regulators will use best efforts to adhere to the following using timelines established amongst themselves:
 - (i) A Regulator who objects to the granting of the waiver or variation will notify the other Regulators of their objection, together with their reasons for the objection. If the Coordinators do not receive or send any notice of objection, the Regulators are deemed to not object to the waiver or variation.
 - (ii) In accordance with the timelines established by the Regulators, the Coordinators will provide written notice to CIPF as to whether the waiver or variation has been granted or objected to.
- (b) **Regulator request.** The Regulators may waive or vary any part of this Schedule B if all of the Regulators agree in writing to such waiver or variation.
- (c) **General.** A waiver or variation may be specific or general and may be made for a time or for all time as mutually agreed by the Regulators.

16. Publishing materials

If staff of the Coordinators publish any materials under this Schedule B, staff of the other Regulators may also publish the same materials and, in such a case, staff of the Coordinators will coordinate the publication date with staff of the other Regulators.